

REPENSER L'ÉCOLE POUR UNE RD CONGO PROSPÈRE

Introduction

**Jérémie H.
KINZAMBA, S.J.,**

est un prêtre jésuite congolais. Il poursuit actuellement son Ph.D. en philosophie au Boston College (Massachusetts, USA).
frkinzam@bc.edu

La RD Congo est un pays aux richesses potentielles considérables. La prise de conscience des immenses potentialités dont regorge ce vaste territoire - « don béni des aïeux », comme le proclame son hymne national - a suscité un grand espoir de progrès au lendemain de l'indépendance. Libérés du joug colonial, ses citoyens se sont promis de prendre « pour de bon le plus bel élan, dans la paix ». Le 30 juin 2025, la RD Congo a célébré le soixante-cinquième anniversaire de son accession à l'indépendance. Hélas, la situation du pays en cette date ne reflète en rien l'enthousiasme ni l'espérance qui animaient les pères et mères de l'indépendance, ces hommes et ces femmes valeureux qui ont lutté pour une République libre, unie et prospère. Un profond décalage subsiste entre les ressources naturelles abondantes dont dispose le pays et les conditions de vie de la majorité de sa population. Bien que vivant sur un territoire richement pourvu en ressources naturelles, les Congolais sont confrontés à une précarité persistante. Quelles seraient donc les causes profondes d'un paradoxe aussi frappant qu'humiliant ?

Nombreux sont ceux qui, parfois avec raison, pointent du doigt des forces obscures extérieures, apparemment peu enclines à voir la RD Congo se développer. Toutefois, il serait malhonnête de minimiser notre part de responsabilité, en tant que peuple, dans l'effondrement progressif de notre pays. Bien souvent, nous contribuons nous-mêmes à notre échec avant de dénoncer les interférences extérieures, lesquelles ne font, en réalité, que tirer parti de notre désorganisation et de notre complaisance. C'est dans cette perspective que la présente réflexion met en lumière le rôle fondamental et irremplaçable de l'éducation dans la formation de citoyens congolais

capables de bâtir « un pays plus beau qu'avant ». Si, soixante-cinq ans après l'indépendance, nous peinons encore à amorcer un véritable décollage, c'est que le moule - notre système et notre environnement éducatifs - censé forger des citoyens en mesure de transformer les potentialités du pays en richesses effectives, n'est pas encore ajusté à la mesure de la prospérité souhaitée. Notre système éducatif peine à faire preuve d'efficacité, tandis que notre environnement éducatif, dégradé et peu stimulant, ne permet pas l'émergence d'une éducation de qualité.

Dans cette réflexion, nous soutenons que la prospérité de la société congolaise passera par le redressement de son secteur éducatif. En trois sections, nous rappelons d'abord que la dégradation progressive de notre système éducatif – qui entraîne celle de notre société, et inversement – résulte d'un échec collectif. Nous en sommes, par conséquent, non seulement les principaux responsables, mais également les acteurs incontournables de sa refondation. Ensuite, nous analysons l'environnement éducatif de notre pays, dont l'état de crise actuel compromet à la fois le bon fonctionnement de l'école et toute perspective de progrès social. Enfin, nous examinons les leviers susceptibles de contribuer à l'édification d'une école capable de former des citoyens congolais à la hauteur de leurs aspirations légitimes à la prospérité.

1. Notre prospérité, notre devoir

« [...] Dressons nos fronts longtemps courbés, et pour de bon, prenons le plus bel élan, dans la paix [...] »¹. Quelle est notre réponse, aujourd'hui, à cet appel de notre hymne national ? Mieux, quelle est la qualité de notre engagement face à cette exhortation à une responsabilité collective, orientée vers le mieux-être commun ? Il est manifeste que, comme peuple, nous avons brisé l'élan amorcé le jour de notre indépendance. Que reste-t-il en nous des rêves, du courage et de la vision de nos martyrs de l'indépendance ?

Avec nos pères et mères de l'indépendance, nous partageons certainement le rêve d'une RD Congo prospère. Cependant, la prospérité est bien plus qu'un simple désir de réussite. Elle n'est jamais le fruit du hasard. Une société ne prospère pas sur la base d'intentions abstraites, aussi nobles et morales soient-elles, mais grâce à une planification rigoureuse, des stratégies claires, des efforts soutenus et la discipline nécessaire pour en garantir l'aboutissement. L'éducation, l'innovation, le travail acharné et la solidarité constituent des leviers fondamentaux pour bâtir cette prospérité. Tant que nous continuerons à concevoir la prospérité comme un vœu vague et lointain, nous manquerons de comprendre que, avant de devenir une réalité tangible, la réussite est avant tout un devoir à accomplir. L'état préoccupant de notre société reflète en grande partie notre négligence à

1. Extrait de l'hymne national de la RD Congo.

accomplir ce devoir. À la racine de cette situation se trouve la dégradation de l'école, abandonnée par la société et, plus particulièrement, par la classe politique chargée d'en assurer l'organisation.

En 2004, le Père Martin Ekwa publiait *L'école trahie*². Dans cet ouvrage, il expose, à travers une analyse historique critique du système éducatif congolais, comment la négligence de l'école a tiré la société congolaise vers le bas. Cette négligence persistante éloigne chaque jour un peu plus le pays de son rêve de prospérité.

Dans *L'école trahie*, le Père Ekwa commence par souligner les atouts dont dispose notre pays, des potentialités qui nourrissent notre aspiration à la prospérité. Le premier de ces atouts, révèle-t-il, est une population nombreuse et jeune³. À cela s'ajoute la position géographique de la RD Congo, avec ses neuf pays voisins, qui devrait faciliter les échanges commerciaux et culturels. Nous possédons également d'immenses forêts, des terres arables fertiles, une abondance de cours d'eau douce ainsi que d'importantes ressources minières et hydroélectriques⁴. La RD Congo est un « don béni ». Toutefois, comme le souligne Monseigneur Laurent Monsengwo dans la préface de *L'école trahie*, « la mise en valeur de la terre confiée aux filles et aux fils de l'homme par le Créateur requiert l'éducation et la formation de la matière grise »⁵. C'est précisément à ce niveau que nous échouons, alors que notre passé témoigne de débuts prometteurs dans le secteur de l'éducation.

Juste après l'indépendance, des réformes juridiques, administratives et pédagogiques ont permis, en moins de vingt ans, la formation d'une élite intellectuelle nombreuse. Mgr Monsengwo qualifie ces deux premières décennies de la RD Congo indépendante « d'âge d'or » de l'école nationale⁶. À cette époque, le pays était l'un des centres intellectuels les plus influents et attractifs d'Afrique. Ses écoles et universités attiraient des étudiants et chercheurs de toute l'Afrique francophone et même anglophone. Ce n'est donc pas un hasard si, durant ces décennies, le Congo-Zaïre affichait l'un des meilleurs niveaux socio-économiques du continent.

Le 30 juin 1960, rapporte le Père Ekwa, « sur l'ensemble du pays, pour une population de 14.864.903 d'habitants, 1.773.340 jeunes fréquentaient l'école. 829, parmi eux étudiaient dans les universités de Kinshasa et de Lubumbashi »⁷. L'éducation de base était progressivement assurée. Il restait toutefois à former des cadres. « En vingt ans, la RD Congo parvint à former

2. Le Père Martin Ekwa (1926-2013) fut un prêtre jésuite congolais. Figure marquante de l'éducation en RD Congo, il fut chargé, dès le 7 octobre 1960, de superviser l'enseignement catholique qui formait alors plus de 80 % des jeunes scolarisés. Il occupa par ailleurs diverses fonctions clés dans ce domaine. Martin EKWA, *L'école trahie*, Kinshasa, Éditions Cadicec, 2004, p. 10.

3. *Ibid.*, p. 15.

4. *Ibid.*, p. 15.

5. *Ibid.*, Préface, p. 5.

6. *Ibid.*, p. 6.

7. *Ibid.*, p. 30.

une élite intellectuelle suffisante pour son développement. Il y avait des ingénieurs, des médecins, des juristes et des professeurs dans toutes les facultés universitaires »⁸. Ensuite, le pays a multiplié les écoles et ouvert des instituts supérieurs pédagogiques (ISP) pour former des enseignants qualifiés. Des inspecteurs bien formés, au niveau étatique ou diocésain, garantissaient la qualité des enseignements. Plus impressionnant encore, selon les projections de l'UNESCO, rapporte le Père Ekwa, la RD Congo aurait dû éradiquer l'analphabétisme avant la fin du millénaire précédent⁹. Où, dès lors, la rupture s'est-elle produite ?

Pour le Père Ekwa, la rupture avec le bel élan amorcé après l'indépendance résulte de décisions politiques mal pensées. Selon lui, « le système éducatif fut démolí par une étatisation mal étudiée et mal appliquée : 1. Tous les enseignants sont devenus des fonctionnaires de l'État, finis les contrats, finis les recrutements et la gestion personnalisée qui tiennent compte de la compétence et des valeurs de vie de l'enseignant [...]. L'intelligence et l'application aux leçons ne sont plus le seul moyen de réussir [...] »¹⁰. L'étatisation du système éducatif, décidée en 1974, a ainsi anéanti en quelques années les acquis des premières années après l'indépendance. L'État, qui s'est arrogé le monopole de l'organisation de l'école, ne s'y est ensuite pas suffisamment investi et a, dès le départ, négligé les exigences de la qualité. Les conséquences de ces décisions ne se sont pas fait attendre : délabrement des infrastructures éducatives – dont le nombre, par ailleurs, n'a pas suivi la croissance démographique –, propagation des antivaleurs, notamment la corruption dans le milieu scolaire, et grèves répétées du personnel éducatif. Cette situation délétère a contraint les partenaires éducatifs à négocier le paiement de « primes » par les parents, dans l'espoir de sauver l'éducation de la jeunesse. La dégradation sociale est alors devenue inévitable. Une école trahie engendre des citoyens traîtres à leur propre société. Ainsi, nous avons progressivement renoncé à notre rêve de prospérité, car il est illusoire d'y aspirer tout en sacrifiant la formation de ceux qui sont appelés à en être les bâtisseurs.

Aujourd'hui encore, la situation demeure préoccupante. Comme le déplorait le Père Ekwa, alors qu'il était inimaginable, dans les années 1970, de voir des classes dépourvues de pupitres, il n'est désormais pas rare d'apercevoir des élèves, même en milieu urbain, assis sur des blocs de ciment ou sur des bancs de fortune. La fonction enseignante, autrefois empreinte de noblesse, s'est progressivement dévaluée, sombrant dans la débrouillardise. Quant à la tricherie et à la corruption, elles sont désormais tristement banalisées¹¹.

8. *Ibid.*, p. 37.

9. *Ibid.*, p. 37.

10. *Ibid.*, pp. 39-40.

11. *Ibid.*, pp. 16-18.

Le Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté (MINEDUC-NC) reconnaît dans son plan quinquennal 2024-2029, que « sur le plan national, la RD Congo fait face à des défis multiples, allant de l'accès inégal à l'éducation à la qualité insuffisante de l'enseignement, en passant par une gouvernance souvent inefficace du système éducatif. Les zones rurales et les populations les plus vulnérables, en particulier les filles, restent largement sous-desservies »¹². La situation décrite par le MINEDUC-NC demeure, à bien des égards, semblable à celle que le Père Ekwa évoquait déjà en 2004, révélant les signes persistants d'une crise structurelle. Nous nous habituons à ces anomalies. Le Père Ekwa dénonçait déjà le fait que « les secteurs de l'éducation et de la santé sont des illustrations criantes de la crise congolaise, dont les réalités, devenues familières, n'émeuvent même plus grand nombre de décideurs »¹³. Nous avons fini par normaliser la médiocrité et l'échec. Ceux à qui la population a confié la mission d'organiser la formation des jeunes générations ont négligé ce devoir, pourtant fondamental pour le bien-être collectif et l'avenir du pays. L'école congolaise, livrée à elle-même, a ainsi peu à peu perdu le prestige qui lui était reconnu à ses débuts.

Il sied de souligner que, malgré les débuts postindépendance que nous avons jugé prometteurs pour le secteur de l'éducation, certaines analyses, solidement argumentées, mettent en évidence des failles structurelles présentes dès l'origine. Des failles qui, faute d'avoir été corrigées à temps, ont précipité l'école congolaise dans une lente dégradation, la maintenant en déphasage avec les réalités et les besoins sociaux. À ce sujet, Émile Bongeli observe : « Plus on a formé de médecins, plus on est malade ; plus on a formé d'agronomes et de vétérinaires, plus on importe des denrées alimentaires pourtant productibles localement. Il en est de même des ingénieurs et scientifiques dans tous les domaines, des juristes, des économistes [...] et consorts, qui n'ont, tous, en rien, relevé les défis propres à leurs disciplines respectives »¹⁴. Dès lors, le système éducatif congolais, dès sa genèse, ne contenait-il pas déjà les germes de son propre échec ?

L'observation de Bongeli rejoint celle de Benoît Verhaegen, qu'il cite d'ailleurs dans son ouvrage *Éducation en RD Congo. Fabrique de cerveaux inutiles ?*, dont le titre interroge l'utilité pratique des produits de notre système éducatif dans la société congolaise. Verhaegen constatait, en effet, que :

12. Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté (RDC), *Plan quinquennal du ministère de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté (2024-2029)*, <https://edu-nc.gouv.cd/wp-content/uploads/2025/01/Plan-Quinquennal-2024-2029-valide.pdf> (consulté le 5 juillet 2025).

13. Martin EKWA, *L'école trahie*, p. 15.

14. Emile BONGELI, *Éducation en République Démocratique du Congo • Fabrique de cerveaux inutiles ?*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 11-12.

la crise de l'université zaïroise revêt des formes extrêmes qui ne se rencontrent pas dans la plupart des autres pays africains. Nulle part ailleurs, le divorce n'est aussi grand entre les besoins réels de la société et les qualifications produites par l'université ; nulle part ailleurs, le passif économique et culturel de l'université n'est aussi lourd, comparé aux ressources nationales ; nulle part ailleurs, l'aliénation n'a été aussi profonde¹⁵.

Revenant sur vingt années d'enseignement universitaire en RD Congo/Zaïre (1958-1978), Verhaegen exprime sa déception face au niveau de déconnexion entre l'école et les besoins de la société. Pire encore, souligne-t-il, « il arrive que le développement de l'enseignement produise des résultats contraires au développement national, que ce soit à cause de sa qualité déficiente, de l'inadaptation de sa structure, ou encore parce que les valeurs et les objectifs qu'il véhicule entrent en contradiction avec ceux de la Nation »¹⁶. Selon lui, trois facteurs principaux expliquent l'incapacité de l'école à répondre au projet de développement national : la mauvaise qualité de l'enseignement, l'inadéquation structurelle du système, et la dissonance entre les valeurs véhiculées par l'enseignement et celles portées par le projet national. Ces facteurs constituent, à notre sens, des signes d'une « trahison » de l'école, pour reprendre l'expression du Père Ekwa. En réalité, l'école congolaise n'a pas toujours bénéficié de l'attention nécessaire de la part de ses instances organisatrices, notamment de l'État congolais, pour devenir un véritable levier de développement national. Ce manque d'engagement, marqué par une absence de responsabilité et de vision dans la construction d'un système éducatif en phase avec le projet national, compromet l'utilité même de l'école.

Le MINEDUC-NC reconnaît la persistance des disparités dans l'accès à l'éducation ainsi que la faiblesse générale de la qualité de l'enseignement¹⁷. Or, la qualité de la vie sociale ne saurait s'améliorer tant que son principal artisan, le citoyen, ne sera pas formé de manière adéquate pour y contribuer. Il devient donc urgent d'investir durablement dans l'éducation et d'opérer les réajustements structurels nécessaires à l'amélioration de ce secteur essentiel.

« Dressons nos fronts longtemps courbés, et pour de bon, prenons le plus bel élan, dans la paix » (Hymne national de la RD Congo). Il est temps de nous rappeler notre devoir de baliser le chemin vers la prospérité. Ce balisage exige de nous un redressement, car nous sommes restés courbés trop longtemps. L'école constitue, à ce titre, le cadre par excellence de ce redressement et de la formation du citoyen congolais. Malheureusement, comme nous l'avons souligné dans cette section, le système éducatif

15. Benoît VERHAEGEN, *L'enseignement universitaire au Zaïre, de Lovanium à l'UNAZA : 1958-1978*, Paris, L'Harmattan, 1978, p. 6.

16. *Ibid.*, p. 67.

17. MINEDU-NC, *Plan quinquennal du ministère de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté (2024-2029)*, p. 6.

congolais, dans son état actuel, semble peu apte à remplir cette mission. La tâche est d'autant plus ardue que l'environnement qui soutient l'école est lui-même gangrené par de nombreuses antivaleurs. L'urgence, aujourd'hui, est donc de réajuster notre système éducatif et d'assainir son environnement, faute de quoi tout élan vers la prospérité restera illusoire.

2. L'environnement éducatif actuel

Pour le philosophe et pédagogue américain John Dewey, l'environnement, au sens large, se compose des conditions qui favorisent ou entravent, stimulent ou inhibent les activités caractéristiques d'un être vivant¹⁸. Il ne s'agit pas là d'un décor passif, mais d'un cadre dynamique qui inspire, stimule et façonne la vie de l'individu. Dewey affirme que

le milieu particulier dans lequel un individu évolue le conduit à voir et à ressentir certaines choses plutôt que d'autres ; il l'amène à élaborer des projets spécifiques afin de pouvoir agir avec succès en relation avec les autres ; il renforce certaines croyances et en affaiblit d'autres, en tant que condition pour obtenir l'approbation d'autrui. Ainsi, il façonne progressivement en lui un certain système de comportements, une disposition particulière à l'action¹⁹.

Autrement dit, l'environnement imprime des marques considérables dans l'identité même de la personne humaine qu'il abrite. Il façonne les fondements de sa moralité, construit les critères de son succès, inspire ses motivations, forme ses dispositions intérieures et influence son comportement.

À la lumière de ce qui précède, nous désignons par « environnement éducatif » l'ensemble des conditions matérielles, sociales, culturelles, physiques et pédagogiques dans lesquelles se déroule l'apprentissage et qui en façonnent le cours. Ce concept englobe également les pratiques observées au sein des milieux scolaires et académiques. Notre analyse de l'environnement éducatif congolais se déploiera autour de deux axes : d'une part, l'environnement scolaire et académique ; d'autre part, l'environnement social, conçu comme le cadre plus vaste qui conditionne et oriente l'ensemble du processus d'apprentissage.

2.1. L'environnement scolaire et académique

En RD Congo, fait remarquer Martin Ekwa, il n'est point besoin de recourir à des statistiques pour constater l'ampleur de la dégradation de l'environnement scolaire et académique. Parmi les aspects préoccupants de cet environnement, il relève notamment :

18. John DEWEY, *Democracy and Education : An Introduction to the Philosophy of Education*, New York, The Free Press, 1966, p. 11.

19. Ma traduction de : "The particular medium in which an individual exists leads him to see and feel one thing rather than another ; it leads him to have certain plans in order that he may act successfully with others ; it strengthens some beliefs and weakens others as a condition of winning the approval of others. Thus it gradually produces in him a certain system of behavior, a certain disposition of action », *Ibid.*, p. 11.

Le délabrement des infrastructures scolaires et académiques, le manque de matériels didactiques, la baisse continue du taux brut de scolarisation contrastant avec la croissance démographique, le surpeuplement des classes, les faibles ressources allouées au secteur, la baisse du niveau de formation des enseignants, surtout en milieu rural, l'absence de données statistiques, la corruption généralisée du système d'éducation²⁰.

Face à cette situation préoccupante, administrateurs, enseignants, parents, élèves et étudiants font souvent preuve d'une résilience admirable et d'une créativité remarquable pour s'adapter aux multiples contraintes du pays. Toutefois, ces stratégies d'ajustement, tout en affectant négativement la qualité de l'enseignement, favorisent parfois, de manière insidieuse, l'enracinement de pratiques déviantes qui minent l'école et, par ricochet, affaiblissent les fondements mêmes de notre société. Parmi ces pratiques, la corruption constitue, à nos yeux, la plus pernicieuse, et sans doute la racine de nombreux autres maux qui rongent notre société.

Dans le palmarès de *Transparency International* pour l'année 2024, la RD Congo occupe la 163^e place sur 180 pays classés dans l'indice de perception de la corruption, avec une note de 20 sur 100²¹. À vrai dire, nous baignons dans la corruption, comme le montrent les résultats de ces mêmes indices au cours des deux dernières décennies. À titre indicatif, en 2004, année de la première apparition de la RD Congo dans ce classement, le pays occupait la 133^e place sur 146 pays, avec une note de 2 sur 10²². Dix ans plus tard, en 2014, elle se retrouvait à la 154^e place sur 175 pays, avec une note de 22 sur 100²³. Apparemment, nous nous accommodons fort bien de cette position parmi les vingt-cinq pays les plus corrompus au monde, puisque jusqu'à présent, nos différentes stratégies et réformes n'ont pas permis d'inverser la tendance. Ce contexte de corruption fait de nombreuses victimes, parmi lesquelles les fonctionnaires de l'État (notamment les enseignants) qui doivent se contenter du peu de ressources parvenant effectivement dans les caisses publiques, échappant aux circuits de la corruption.

Il n'est un secret pour personne que les enseignants ne perçoivent pas une rémunération à la hauteur de la dignité et de l'importance de leur travail. Pour pallier ce manque et éviter les grèves, en dehors des « primes des parents » convenues par les partenaires éducatifs dans le passé – et progressivement abandonnées avec la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement – les parents ont, par exemple, développé l'habitude d'offrir de petits cadeaux aux enseignants de leurs enfants. Si ces gestes sont

20. Martin EKWA, *L'école trahie*, pp. 41-42.

21. Transparency International, *Corruption Perceptions Index 2024*, Accessible à : <https://www.transparency.org/en/cpi/2024/index/cod> (consulté le 19 juin 2025).

22. Transparency International. *Corruption Perceptions Index 2004*. Accessible à : <https://www.transparency.org/en/cpi/2004> (consulté le 19 juin 2025).

23. Transparency International. *Corruption Perceptions Index 2014*. Accessible à : <https://www.transparency.org/en/cpi/2014/index/cod> (consulté le 19 juin 2025).

souvent motivés par un élan de générosité ou de reconnaissance, ils finissent parfois par instaurer une culture d'échange de faveurs académiques contre de l'argent ou d'autres biens, ce qui, avec le temps, compromet l'objectivité des processus d'évaluation des apprenants. Ainsi, la corruption, dissimulée sous les apparences de la charité ou de la gratitude, étend progressivement et discrètement ses racines au sein de l'environnement éducatif.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les services d'inspection scolaire ne remplissent plus efficacement leur rôle. Les visites des inspecteurs, censées veiller au bon fonctionnement des établissements et à la qualité de l'enseignement, sont parfois financées par les écoles visitées. Le Père Ekwa le note avec inquiétude : « Mal formés, peu recyclés, les inspecteurs ont peu à peu délaissé l'encadrement pédagogique au profit de tâches financières et administratives »²⁴. Que peut-on attendre d'un système éducatif dont le mécanisme de contrôle est lui-même fragile ?

Dès le départ, les principales causes de la corruption qui mine l'environnement éducatif en RD Congo - et qui se généralise dans l'ensemble de la société - relèvent des responsabilités partagées : L'État, d'une part, ne rémunère pas dignement le personnel éducatif ; l'enseignant, d'autre part, ne respecte pas toujours les exigences de la déontologie professionnelle ; et le parent, enfin, cherche parfois à assurer la réussite de son enfant, indépendamment de ses performances réelles.

Ces formes dissimulées de corruption s'ancrent et se renforcent à mesure que l'élève grandit. Il n'est pas rare que des élèves eux-mêmes corrompent leurs enseignants. L'une des pratiques les plus répandues - et malheureusement normalisées - consiste à organiser des cotisations entre élèves lors des jurys pratiques et des sessions d'examens d'État pour offrir des « dons » aux examinateurs et surveillants. Pendant des sessions d'examens d'État, certains surveillants, soudoyés par les élèves, se préoccupent davantage de surveiller les inspecteurs qui circulent dans les salles d'examens que de surveiller les candidats. Ils s'assurent ainsi que les élèves trichent et s'échangent des réponses sans se faire repérer. Comment s'étonner que ces élèves, une fois devenus responsables étatiques, ferment les yeux sur les fraudes, les détournements et les pillages des biens publics, tout en protégeant les coupables des regards des inspecteurs et des juges, du moins lorsque ces derniers sont honnêtes ? Il est crucial de noter qu'à ce stade, l'élève qui se prépare aux études supérieures est déjà parfois un acteur non-négligeable dans la culture de la corruption.

L'environnement éducatif au niveau universitaire se trouve dans un état de délabrement préoccupant. Armand M'Batika dresse un constat sans appel : notre monde universitaire est marqué par « un accroissement non planifié des inscriptions, une pléthore d'étudiants dans des locaux

24. Martin EKWA, *L'école trahie*, p. 61.

inadaptés, délabrés et mal équipés, des programmes et des méthodes d'enseignement dépassés, une formation trop théorique ou avec une pratique très limitée [...] »²⁵. Il est évident que ces conditions ne peuvent garantir une formation de qualité.

Il est surprenant que notre système éducatif, malgré ses nombreuses failles, parvienne encore à former des étudiants brillants qui font la fierté de nos institutions. Malheureusement, à côté de ce premier groupe se trouvent aussi des étudiants qui soutiennent des mémoires ou des thèses de doctorat qu'ils n'ont pas rédigés eux-mêmes, obtenant ainsi des diplômes qu'ils ne méritent pas, tandis que d'autres réellement talentueux peinent à progresser, engourdis par les parasites du système.

Dans le contexte actuel, où les copies électroniques des mémoires et des thèses ne sont pas systématiquement archivées dans des bases de données accessibles en ligne, il devient possible qu'un même travail soit défendu ou soutenu dans plusieurs universités sans qu'aucune instance ne puisse détecter le plagiat. La faible numérisation des travaux académiques constitue ainsi un terrain fertile pour la tricherie.

Aux défis susmentionnés s'ajoute un autre phénomène tout aussi préoccupant : celui du « manque de cote ». Si certains étudiants en sont effectivement victimes parce qu'ils n'ont pas présenté des examens, d'autres se retrouvent injustement privés de résultats à des épreuves qu'ils ont pourtant bel et bien passées. La résurgence de ces notes manquantes entraîne des recours parfois coûteux dans certaines institutions académiques. À ces situations malheureuses s'ajoutent des procédures administratives complexes et onéreuses, notamment pour le retrait des relevés de cotes ou des diplômes.

Tout cela se déroule souvent dans le cadre d'un calendrier académique instable. Des étudiants commencent les cours sans connaître avec précision les différentes échéances de l'année académique. Le calendrier académique reflète le niveau de planification et d'organisation d'une institution d'enseignement supérieur. Pourtant, de nombreuses institutions d'enseignement supérieur congolaises ne communiquent pas aux étudiants un calendrier clair et précis. Parmi celles qui le font, nombreuses ne le respectent pas. Ce désordre, entretenu au sein d'un secteur censé inculquer le sens de l'ordre et de la rigueur, se répercute sur l'ensemble de la société. L'approximation et la confusion finissent par s'imposer comme normes.

Ce modeste tableau révèle que poursuivre des études supérieures en RD Congo relève souvent d'un véritable parcours du combattant. Ceux qui en sortent en sont profondément marqués. Certains, portés par des valeurs solides et accompagnés par des membres du corps académique compétents et intègres – qui sont loin d'être rares – parviennent à franchir ces épreuves

25. Armand M'BATIKA, « République Démocratique du Congo : Système éducatif », in *Revue Universitaire des Sciences de l'Éducation*, 2015, n°5, p. 185.

sans compromettre leur intégrité. D'autres, en revanche, finissent par céder aux logiques opportunistes, prêts à tout monnayer pour avancer dans la vie.

En définitive, dans notre pays, la corruption, la tricherie et le désordre ne s'apprennent pas uniquement dans la sphère professionnelle ou une fois investis de responsabilités : ils s'enracinent dès le plus jeune âge, parfois dans les couloirs mêmes de l'école.

2.2. Notre environnement social

Verhaegen observait, fort pertinemment, que la crise de l'enseignement supérieur et de la recherche au Zaïre dépassait le cadre des seules responsabilités académiques et renvoyait à une crise plus profonde de la société dans son ensemble, dont l'enseignement n'est qu'un sous-système²⁶. Cela montre bien que l'environnement éducatif déborde les clôtures de l'école. Ainsi que le souligne Dewey, « un être dont les activités sont liées à celles des autres a un environnement social. Ce qu'il fait et ce qu'il peut faire dépendent des attentes, des exigences, des approbations et des réprobations des autres »²⁷. Il est certes important d'enseigner et de promouvoir des notions d'éthique, de patriotisme ou de citoyenneté, et certains élèves s'efforceront de les mettre en pratique. Toutefois, beaucoup adopteront plutôt les comportements que leur société valorise ou tolère, même lorsque ceux-ci vont à l'encontre des principes inculqués à l'école. Ainsi, pour nombre d'entre nous, glisser un billet à un agent de la circulation ou soudoyer un fonctionnaire pour accélérer une procédure administrative n'est plus perçu comme un acte de corruption, même si ces pratiques sont condamnées à l'école. L'échange d'argent contre des faveurs est devenu une pratique largement banalisée. Pour porter des fruits chez les apprenants, les notions d'éthique enseignées en classe doivent trouver un véritable écho dans la société.

Notre environnement social, depuis presque l'aube de notre indépendance, est également marqué par le népotisme et l'égoïsme, deux sources majeures alimentant la corruption généralisée. D'une part, il suffit parfois d'appartenir à une famille de notoriété établie ou d'entretenir des relations privilégiées avec certaines personnes influentes pour accéder aux meilleures opportunités, voire jouir d'une abondance soudaine. Le travail acharné et la compétence sont de moins en moins récompensés.

D'autre part, l'égoïsme nourrit l'injustice sociale. Les ressources du pays ne sont pas réparties et gérées avec justice et équité. Une grande majorité de la population est contrainte d'attendre un développement futur du pays

26. Benoît VERHAEGEN, *L'enseignement universitaire au Zaïre, de Lovanium à l'UNAZA : 1958-1978*, Paris, L'Harmattan, 1978, p. 6.

27. Ma traduction de : « A being whose activities are associated with others has a social environment. What he does and what he can do depend upon the expectations, demands, approvals, and condemnation of others ». John DEWEY, *Democracy and Education : An Introduction to the Philosophy of Education*, p. 12.

pour espérer une vie décente, tandis que d'autres vivent déjà comme, voire mieux que, leurs homologues des pays développés, simplement parce qu'ils détiennent le pouvoir de décider du sort de tous.

Tout en saluant la résilience du jeune congolais qui résiste et persévère malgré la précarité de la vie, il faut reconnaître qu'avec le temps, cette résilience s'affaiblit, et cela est préoccupant. Des phénomènes tels que les *kuluna* (bandits urbains) sont l'une des manifestations les plus visibles de l'échec social et du désespoir de la jeunesse. Le banditisme traduit une perte de perspective et l'effondrement de tout horizon d'avenir.

Les jeunes sont tellement en manque de source d'espoir qu'à la moindre prise de conscience des difficultés du pays, ils songent à quitter le pays. Il est triste de constater que la jeunesse, pourtant avenir de la nation, soit si prompte à vouloir quitter le pays à la première occasion. Dès lors, qui construira la RD Congo ? Il est certes légitime que chacun puisse émigrer temporairement ou même définitivement, pour des raisons personnelles, parfois même bénéfiques pour le pays. Mais il devient préoccupant que tant de jeunes partent faute d'opportunités chez eux, souvent sans aucun projet de retour. La recherche du salut du pays est ainsi relayée à « un autre ».

Ce contexte engendre des pesanteurs structurelles qui freinent et affaiblissent tout effort d'amélioration et de progrès, tant dans notre système éducatif que dans la société congolaise de manière générale. Il est donc impératif d'assainir cet environnement afin d'offrir un cadre de formation propice à l'épanouissement humain et au développement social. Au-delà de cet assainissement, nous appelons à une sérieuse refondation du système éducatif, pour le rendre véritablement productif et en adéquation avec l'idéal de prospérité de notre nation.

3. Perspectives

La réalisation de notre aspiration à un avenir prospère pour la nation passe par une refonte de l'école et un assainissement rigoureux de la société. L'école doit former des Congolais capables de transformer les immenses potentialités du pays en richesses concrètes et de corriger les mentalités qui freinent le progrès collectif. John Dewey le rappelle : « Il revient à l'environnement scolaire d'éliminer, dans la mesure du possible, les aspects indésirables de l'environnement existant afin qu'ils n'influencent pas les habitudes mentales »²⁸. Or, l'état actuel de notre système éducatif est loin de permettre l'accomplissement de cette mission, d'où l'urgence d'une refondation en profondeur.

28. Ma traduction de : "It is the business of the school environment to eliminate, so far as possible, the unworthy features of the existing environment from influence upon mental habitudes". John DEWEY, *Democracy and Education : An Introduction to the Philosophy of Education*, p. 20.

3.1. Du système éducatif

Le Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté (MINEDU-NC), dans son plan quinquennal 2024-2029, reconnaît qu'« après plusieurs décennies de réformes partielles et de défis structurels persistants, le secteur de l'éducation est appelé à jouer un rôle central dans le développement durable du pays »²⁹. Ce qui semble transparaître, dans cette prise de conscience louable du rôle central que devrait jouer le secteur de l'éducation dans le développement du pays, c'est une timide remise en question des limites mêmes des réformes partielles entreprises jusqu'ici. Leurs échecs successifs ne suggèrent-ils pas qu'elles touchent un système profondément défaillant, appelant carrément une refondation en profondeur ?

En effet, comme l'ont relevé les ministères en charge de l'éducation, il y a une dizaine d'années, plusieurs réformes partielles ont été menées dans le secteur éducatif, parmi lesquelles figurent : « la réforme du cycle primaire par l'uniformisation des structures et des programmes (1962) ; la création du cycle d'orientation au secondaire (1961) ; l'institutionnalisation de l'examen d'État (1967) ; la nationalisation de l'enseignement supérieur et universitaire (ESU) avec la création de l'Université nationale du Zaïre (UNAZA) en 1971 ; la dissolution de l'UNAZA et l'autonomisation des instituts supérieurs et universités (1981) »³⁰. Ces ministères, qui recensent ces réformes dans leur Stratégie sectorielle 2016-2025, reconnaissent en même temps qu'elles ont toutes en commun de ne concerner qu'un segment du système éducatif, sans qu'aucune fasse l'objet d'une évaluation formelle ou d'une étude approfondie permettant d'en mesurer l'impact réel sur l'ensemble du système³¹.

Il apparaît clairement que ces réformes, menées de manière fragmentaire et sans vision d'ensemble, n'ont pas permis à l'école de devenir le véritable moteur du développement social. Or, comme le faisait remarquer le professeur Bongeli il y a une décennie, malgré l'évidence de cet échec, plus de cinquante ans après l'indépendance, aucune initiative sérieuse n'a encore osé remettre en question le sacro-saint système éducatif hérité de la colonisation³². Nous estimons, dès lors, qu'à son état actuel, notre système éducatif ne saurait se contenter d'adaptations ou de réformes partielles, comme cela a souvent été le cas, avec des résultats peu concluants.

29. MINEDU-NC, *Plan quinquennal du ministère de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté (2024-2029)*, p. 5.

30. Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté et al., *Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025*, p. 15, accessible à : https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/congo_dr_strategie-sectorielle-education-formation-2016-2025.pdf (consulté le 14 juin 2025).

31. *Ibid.*, p. 15.

32. Émile BONGELI, *Éducation en République Démocratique du Congo. Fabrique de cerveaux inutiles ?*, pp. 11-12.

Il appelle une révolution. Parmi les propositions susceptibles de nourrir cette transformation profonde, nous suggérons ce qui suit :

a. Structures et organisation

- L'éducation constitue le pilier central de la vie d'une nation. Tous les autres secteurs (santé, administration, sécurité, économie et bien d'autres encore) en dépendent. C'est pourquoi l'État doit veiller à ce que la qualité intellectuelle, morale et professionnelle des dirigeants de ce secteur soit irréprochable. Il convient d'y placer les meilleurs d'entre nous, des personnes brillantes et affranchies de tout calcul politique.
- Le MINEDU-NC admet que « le système éducatif en RD Congo souffre d'une gouvernance fragmentée, avec un manque de coordination entre les différents niveaux et acteurs du secteur »³³. Une telle situation est particulièrement préjudiciable dans un domaine aussi stratégique que l'éducation. Il est essentiel de rétablir des liens solides entre les différents niveaux du système éducatif, la formation professionnelle et la recherche scientifique. Regrouper ces secteurs au sein d'un ministère unique de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique permettrait de les orienter autour d'une vision cohérente et partagée. À défaut de les fusionner en une seule entité ministérielle, il serait au minimum souhaitable de les rapprocher et de créer une synergie sous une coordination unique. Une telle approche garantirait une meilleure cohérence des politiques éducatives et une contribution harmonisée de tous les niveaux du système au développement national.
- Le secteur de l'éducation devrait être doté d'un budget conséquent. Compte tenu de l'importance de ce secteur, l'État ne devrait pas lésiner sur les moyens à y engager. Le budget de l'enseignement doit être capable de garantir une rémunération décente du personnel éducatif et d'assurer un fonctionnement optimal des institutions éducatives, qu'elles soient scolaires, universitaires ou professionnelles.
- De nombreuses écoles manquent d'équipements informatiques, d'infrastructures sportives et culturelles ou même de simples espaces de récréation. Le budget alloué au fonctionnement des institutions éducatives devrait être en adéquation avec une vision holistique de l'éducation et du développement intégral de la jeunesse. De même, les critères d'implantation des écoles et universités devraient refléter cette même ambition de formation globale de la personne humaine.

33. MINEDU-NC, *Plan quinquennal du ministère de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté (2024-2029)*, p. 6.

- Il est préoccupant qu'au XXI^e siècle, si peu de nos établissements éducatifs disposent des bibliothèques bien fournies ou des laboratoires convenablement équipés. Sans bibliothèques ni laboratoires, comment s'étonner que nous produisions et innovions si peu ? Et comment espérer que celui qui n'a jamais mené de recherches en bibliothèque ou en laboratoire, ni réalisé d'enquêtes de terrain, puisse un jour savoir chercher et trouver des solutions aux problèmes concrets et complexes de la vie professionnelle ?
- Ceux qui innovent avec les moyens de bord ne reçoivent presque pas d'accompagnement et de soutien des structures en charge de l'enseignement ou de la recherche. L'initiative du *Conclave du Génie Scientifique Congolais*, qui, depuis quelques années, récompense les meilleures innovations du pays, est à saluer. Toutefois, l'encadrement de ces innovateurs reste encore très limité. Il faudrait l'améliorer.
- Le budget alloué à l'éducation, qui représente la contribution de l'État, pourrait être substantiellement soutenu par la contribution des partenaires privés. Nous encourageons la mise en place des bourses d'études. Bien que l'État doive en être le principal promoteur, des institutions privées et des particuliers peuvent également être incités à soutenir les étudiants méritants dans des domaines spécifiques. Par exemple, des forums économiques pourraient créer des fonds où les entreprises contribueraient au financement des études d'un certain nombre d'étudiants via un système de concours. Pour encourager les citoyens et les entreprises à investir dans l'éducation, l'État pourrait introduire des incitations fiscales. Réduire certaines taxes pour les particuliers et les entreprises contribuant substantiellement dans le domaine de l'éducation est une pratique courante dans certains pays développés.
- L'État, à travers son ministère qui s'occupe de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, devrait appuyer les universités dans des recherches spécifiques et proposer les mêmes types de soutien aux chercheurs travaillant dans certains domaines clés pour la vie de la nation. Pour cela, il est nécessaire de créer des fonds dédiés à la recherche en Santé, en Technologie, en Droit, etc. Les écoles elles-mêmes devraient être tenues de proposer des bourses de mérite afin d'encourager l'excellence.
- Les fonds alloués au secteur éducatif devraient revêtir un caractère sacré. Toute forme de malversation en milieu éducatif devrait être sanctionnée de manière exemplaire. En effet, au même titre que la défense et la santé, l'éducation est un secteur stratégique. Les conséquences d'une mauvaise formation des dirigeants, des médecins ou des enseignants sont incalculables pour la survie d'une société.

En ce sens, détourner des fonds destinés à l'éducation revient à hypothéquer l'avenir d'un peuple. Ceux qui s'y adonnent sapent les fondements mêmes du développement national et compromettent des vies de manière incalculable.

b. Programmes et curricula

- Dans le cas de la RD Congo, l'objectif global du programme national serait de favoriser l'épanouissement intégral des citoyens en les formant à transformer les potentialités du pays en richesses concrètes au service d'un mieux-vivre ensemble. D'autres repères du programme incluraient les valeurs culturelles locales, notre histoire, nos réalités socio-politiques, géographiques et économiques, les exigences du marché de l'emploi ainsi que le contexte global actuel, marqué notamment par la révolution technologique et la transition écologique³⁴. Le programme doit permettre à l'apprenant de saisir les opportunités qu'offre son environnement social tout en relevant les défis croissants qu'il soulève. Nos propositions d'orientation du programme se concentrent sur trois niveaux : la personne (l'apprenant), son monde immédiat et le contexte global.
- Sur le plan personnel, le programme devrait promouvoir la dignité humaine, en soi et en autrui. L'apprenant est au centre de la formation et son épanouissement en constitue le premier objectif. Il doit assimiler que la personne humaine a une valeur inaliénable, que la vie humaine est sacrée et que l'autre, quelle que soit sa famille, son appartenance ethnique, sa région d'origine, est un parent, un ami, un frère ou une sœur. La considération et le respect de l'autre ne sont pas des options, mais des devoirs.
- L'apprenant devrait comprendre que la vie, bien que belle, comporte des épreuves. Seul un travail assidu permet d'atteindre le véritable bonheur. Le programme national devrait ainsi former des citoyens honnêtes, altruistes, responsables et engagés.
- Le programme scolaire et académique devrait permettre à l'apprenant de mieux connaître son environnement immédiat : sa famille, sa ville, sa région, son pays, ainsi que les défis auxquels son entourage est confronté. L'un des moyens d'ouvrir l'élève congolais à cette réalité est l'apprentissage des langues nationales. Il serait judicieux que chaque élève ait l'opportunité d'apprendre une ou deux langues nationales, en plus de sa première langue, au cours de sa scolarité. Cela contribuerait à renforcer la cohésion nationale et à favoriser une meilleure adaptation dans l'ensemble du pays.

34. Certaines de ces propositions rencontrent la vision et la mission définies par le MINEDU-NC dans son *Plan quinquennal du ministère de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté (2024-2029)*, pp. 7 et 9.

- Avec les guerres injustes et les atrocités répétitives que connaît notre pays, dont le Genocost est l'une des expressions macabres, il est essentiel de ne pas ignorer les traumatismes et les angoisses vécus par de nombreux citoyens congolais. L'éducation devrait jouer un rôle clé dans la réparation de ces blessures. Il s'agit d'immerger l'enfant, dès son jeune âge, dans la connaissance et la compréhension des moments majeurs de l'histoire nationale, qu'ils soient des succès ou des échecs, en détaillant leurs causes et leurs conséquences. Ainsi, il sera mieux outillé pour préserver les acquis positifs et éviter la répétition des erreurs du passé. Des figures marquantes telles que Patrice Lumumba, Simon Kimbangu [...], peuvent être enseignées comme des sources d'inspiration de l'amour de la nation et de l'unité nationale.
- Le programme devrait également doter nos jeunes des compétences scientifiques nécessaires pour non seulement bâtir un pays prospère, mais aussi évoluer dans un monde de plus en plus complexe. H.G. Wells, connu comme un pionnier de la science-fiction moderne, rappelle que « l'histoire humaine devient de plus en plus une course entre l'éducation et la catastrophe »³⁵. C'est une course que nous ne devons en aucun cas négliger, et encore moins nous permettre de perdre. Nos jeunes doivent être rigoureusement préparés à relever les défis contemporains.
- Le système éducatif actuel privilégie encore la quantité au détriment de la qualité. Des élèves et étudiants ont parfois plus de dix cours par semestre, ce qui les oblige à rester superficiels, sans jamais avoir le temps ou l'énergie d'approfondir réellement les sujets étudiés. Ce rythme empêche toute véritable recherche et affecte l'équilibre mental de l'apprenant. Dans de nombreux pays développés, le nombre de cours est sensiblement réduit afin de favoriser un apprentissage plus approfondi et autonome.
- Pour être pragmatique et spécifique, le programme doit être conçu de manière à ce que chaque étape de la formation prépare l'apprenant à intégrer directement le marché du travail dans un domaine précis. En dehors de ceux qui se destinent à la recherche ou à l'enseignement, les étudiants ne devraient pas nécessairement avoir besoin de diplômes très avancés pour être productifs, innovants et prospères.
- La formation professionnelle devrait être revalorisée et décomplexée. Elle ne devrait pas être perçue comme le refuge de ceux qui n'ont pas les moyens ou les capacités de suivre des études universitaires. Par

35. Ma traduction de : « Human history becomes more and more a race between education and catastrophe ». Herbert G. WELLS, *The Outline of History : Being a Plain History of Life and Mankind*, New York : The Macmillan Company, 1922, p. 1100.

ailleurs, les universités devraient diversifier leur offre en proposant, en plus des cursus classiques, des formations courtes et intensives, sanctionnées par des certificats ou des brevets professionnels. L'université doit également devenir un espace de mise à jour des compétences et de formation continue, permettant à chacun de s'adapter à un monde en constante évolution.

c. Le calendrier

- Le calendrier scolaire et académique actuel est un héritage de la colonisation belge. Il demeure calqué sur les réalités climatiques européennes et ne tiennent pas compte des spécificités environnementales locales.
- Des recherches ont en effet démontré que les températures fraîches améliorent les capacités de concentration. Une étude menée par Joshua Goodman, Michael Hurwitz, Jisung Park et Jonathan Smith, professeurs et chercheurs, portant sur les données de 10 millions d'élèves aux États-Unis entre 2001 et 2014, ayant passé à plusieurs reprises le Preliminary SAT, montre que les années scolaires plus chaudes que la moyenne sont associées à de moins bons résultats aux examens standardisés³⁶. La chaleur excessive nuit donc significativement à la performance académique.
- Dans le contexte congolais, il serait donc plus judicieux de maintenir les élèves à l'école durant la saison sèche, lorsque les températures sont assez basses et d'accorder les congés pendant des mois les plus chauds. Il serait opportun d'impliquer les climatologues, afin d'élaborer un calendrier scolaire mieux adapté à notre réalité.

d. La formation continue des éducateurs

- La qualité de l'éducation dépend largement de la compétence des éducateurs. Il est prouvé que moins d'enseignants, mais bien formés, peuvent produire de meilleurs résultats que beaucoup de médiocres³⁷. Dans l'enseignement, la qualité ne doit jamais être sacrifiée au profit de la quantité. Il est avéré que « rien n'a plus d'impact sur la scolarité d'un enfant que la qualité de ses enseignants. Une étude publiée aux États-Unis montre que les élèves encadrés par 25%

36. Le *Preliminary SAT* est un test standardisé préparatoire au *Scholastic Assessment Test*, conçu pour évaluer le niveau de préparation d'un élève à l'entrée universitaire et souvent exigé dans le cadre du processus d'admission par de nombreuses universités américaines. Cf. Joshua GOODMAN et al., *Heat and Learning, with National Bureau of Economic Research*, NBER Working Paper Series, no. w24639 (National Bureau of Economic Research, 2018). Accessible à : <https://www.nber.org/papers/w24639> (consulté le 2 juillet 2025).

37. *The Economist*, « School scandal : Faddish thinking is hobbling education in the rich world », in *The Economist* (le 11 juillet 2024), accessible à : <https://www.economist.com/leaders/2024/07/11/faddish-thinking-is-hobbling-education-in-the-rich-world> (consulté le 3 décembre 2024).

des meilleurs enseignants progressent deux fois plus vite que ceux pris en charge par le quart le moins performant »³⁸. La formation et l'encadrement des enseignants est un paramètre important du succès du secteur éducatif.

- De nombreux enseignants, surtout en milieu rural, sont victimes de la dégradation du système éducatif et d'une formation initiale insuffisante. Faute d'avoir eux-mêmes reçu une formation adéquate, ils ne peuvent transmettre aux élèves qu'un savoir de qualité réduite. Ces enseignants devraient bénéficier d'une attention particulière.
- Aussi, avec les mutations que connaît le monde aujourd'hui, il est essentiel d'organiser des formations continues de mise à niveau et d'élaborer des guides de formation permanente à l'intention des enseignants, inspecteurs, chercheurs et professeurs d'université.

3.2. De l'environnement éducatif

Comme évoqué précédemment, l'enfant apprend à l'école mais aussi et surtout dans son environnement de vie. Cet environnement est comme un laboratoire à ciel ouvert. C'est ici que nous attirons l'attention de toute la société sur la vraie conversion qui traduit une profonde révolution intérieure. Pour espérer des résultats différents de ce que nous décrivons, nos manières de procéder sont à changer. Pour y parvenir, quelques aspects de notre vie courante appellent à un changement radical pouvant contribuer au redressement de l'école et à celui de notre société.

a. Le sens d'appartenance

Construire une nation exige un profond sentiment d'appartenance. Ce sentiment d'appartenir à une communauté de destin, telle qu'une nation, suppose la conjugaison des efforts de chacun au service de la réussite collective. La contribution individuelle à cette réussite constitue un devoir sacré. Chaque membre, animé par le souci du bien commun, apporte sa part selon ses capacités et les responsabilités que la communauté lui confie, en vue de la prospérité de tous. Dès sa naissance, l'enfant doit pouvoir percevoir ce sens d'appartenance au sein de sa famille, de sa cité et de sa nation. On aura beau enseigner à l'école l'importance de participer à la construction ou à la défense du bien commun, tant que le jeune ou l'apprenant ne percevra pas de signes tangibles de cet engagement collectif autour de lui, il est peu probable qu'il s'investisse sincèrement dans cette voie.

38. Ma traduction de : « Nothing makes more difference to a child's schooling than the quality of their teachers. One American study concludes that children taught by the top 25% of staff make twice as much progress as those taught by the least-effective quarter ». *The Economist*, « Teachers : The rich world's teachers are increasingly morose », in *The Economist - Special report Schooling's stagnation* (7 juillet 2024). Accessible à : <https://www.economist.com/special-report/2024/07/07/the-rich-worlds-teachers-are-increasingly-morose> (consulté le 20 décembre 2024).

b. Le sens des priorités

Il est vrai que notre pays fait face à de nombreuses urgences. Toutefois, l'objectif fondamental de nos efforts devrait être la prospérité de la nation, dans la paix et l'unité. Il s'agit là d'assurer la grandeur de notre pays, comme nous y exhorte notre hymne national. Chacun de nous devrait porter cette mission commune au plus profond de lui-même.

C'est autour de cet idéal que devraient s'articuler notre système éducatif, nos modes d'organisation et l'utilisation de nos innombrables ressources – ce qui, malheureusement, n'est pas encore le cas. Tant que nous ne comprendrons pas qu'un assainissement en profondeur de nos structures et de nos mentalités – par une lutte sans concession contre la corruption – constitue la priorité absolue, nous resterons les meilleurs clients de la misère, malgré l'abondance de nos ressources naturelles.

c. Rigueur, ordre et discipline

Notre société est complaisante. La complaisance est une forme aisée d'adaptation aux vices. En réalité, la complaisance détourne de l'effort de résistance au mal en procurant à celui qui s'y abandonne une fausse impression de sécurité. Elle constitue le premier ennemi du changement et de la croissance. La complaisance est le terreau le plus fertile pour le développement des vices. Elle s'oppose fondamentalement à l'éducation dont le processus exige parfois un déracinement douloureux des comportements déviants. La complaisance et le manque de rigueur qui caractérisent notre société entretiennent le désordre et l'indiscipline.

La rigueur, l'ordre et la discipline sont les seuls véritables alliés du progrès. Ils doivent imprégner nos manières de faire, guider nos choix et structurer notre vie collective. Le respect des règles, qu'il s'agisse du code de la route ou des lois de la République, ne peut rester une exception tolérée. Il doit devenir l'évidence quotidienne. Dès son plus jeune âge, l'enfant devrait apprendre de ses aînés, avant même d'entrer à l'école, que l'espace commun et les biens publics ne sont jamais sans maître. Ils appartiennent à tous et leur préservation est la responsabilité de chacun.

d. L'excellence

L'une des bonnes manières d'encourager les jeunes à l'excellence est de reconnaître et de célébrer ceux qui sont doués et brillent dans leurs domaines respectifs. Notre société devrait promouvoir l'intelligence et l'excellence. L'accroissement du quotient intellectuel n'est pas le fruit du hasard. Il a fallu des millions d'années pour que le cerveau humain évolue. Pourtant, fait surprenant, aux XX^e et XXI^e siècles, le développement du cerveau s'est accéléré de manière spectaculaire en l'espace de quelques décennies seulement. Selon la revue *The Economist*, cette progression

rapide s'explique en grande partie par une meilleure nutrition et une stimulation intellectuelle accrue³⁹. Il est donc impératif de veiller à ce que nos plus jeunes évoluent dans un environnement propice à une meilleure croissance et à un apprentissage optimal, afin qu'ils ne se sentent pas inférieurs à ceux de leur génération issus des pays mieux organisés.

Outre l'impératif d'améliorer les conditions sociales des Congolais – condition essentielle pour garantir une alimentation de qualité et une meilleure prise en charge sanitaire – ainsi que de renforcer le système éducatif pour stimuler l'intelligence, notre environnement social doit lui aussi devenir intellectuellement nourrissant. Cela implique, par exemple, de multiplier les bibliothèques publiques accessibles à tous et de promouvoir des jardins mémoriels retraçant notre histoire (héros nationaux, martyrs, scientifiques, sages, etc.), de sécuriser nos parcs nationaux afin de les rendre attractifs et ouverts à la population, et de créer des musées spécialisés (en sciences, intelligence artificielle, culture, art, etc.).

Il faudra aussi veiller sur la qualité de nos productions médiatiques tout en favorisant une utilisation des réseaux sociaux qui promeuve le savoir, la responsabilité et la curiosité intellectuelle. Il faudra armer les jeunes de la connaissance.

Conclusion

Notre analyse révèle l'urgence de refonder le système éducatif congolais et d'assainir son environnement, afin de favoriser l'émancipation du citoyen et l'avènement d'une RD Congo prospère. Tout commence par une prise de conscience : nous sommes les acteurs principaux de la construction de notre pays. Et cette construction passe inévitablement par une formation de qualité. Nous devons être formés pour bâtir un pays plus beau qu'avant, dans l'unité et la paix, et pour en assurer la grandeur. Il nous faut un modèle éducatif qui serve de pont entre cet engagement et sa réalisation effective. Il n'y aura pas de générations spontanées : le pays a besoin de nos cerveaux, de nos cœurs, de nos voix et de nos mains pour se construire.

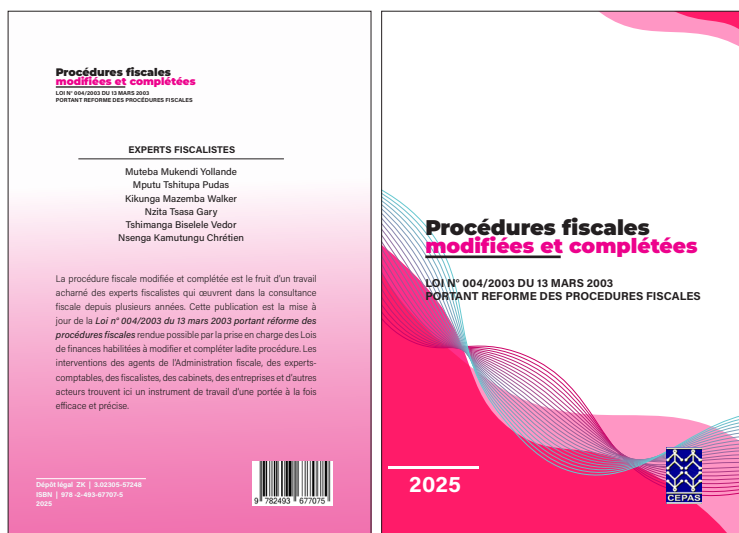
Le monde est en perpétuelle mutation. Survivre et prospérer dans l'environnement global actuel exige créativité, mise à jour constante des savoirs et capacité d'anticipation éclairée. La mondialisation et la révolution technologique ont affaibli les frontières entre les civilisations, offrant aux mieux préparés l'opportunité de prospérer, voire de dominer les moins avertis. Il n'y a pas de mystère : tout repose sur l'intelligence et la détermination, ces dons accordés indistinctement à tous.

Il nous incombe plus que jamais de bâtir un système éducatif capable de former les filles et les fils de ce pays à devenir des acteurs de premier

39. *Ibid.*

plan dans la transformation de leur société et des artisans d'un monde plus juste et plus humain. L'école doit nous préparer à entrer pleinement dans ce que Senghor appelait « le rendez-vous du donner et du recevoir », en cultivant la capacité de contribuer autant que de recevoir. Sans cette vision, nous resterons cantonnés au rôle de simples receveurs, de consommateurs passifs, dépendants de la générosité et de la pitié des autres. Et rien ne nourrit davantage la misère qu'une école qui forme à la passivité.

Nous portons une dette envers l'histoire. Alors que nous avons commémoré, le 2 juillet dernier, le centenaire de la naissance de Patrice Emery Lumumba, nous devons avoir le courage de nous demander si nous sommes à la hauteur de son rêve. Le plus bel hommage que nous puissions lui rendre, c'est de former des générations dignes de son combat. L'école est la voie royale vers la dignité et la prospérité retrouvées : le rêve de Lumumba, notre rêve commun. ■



Disponible aux éditions du CEPAS